

AP n° 2025-APC-164-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**portant prescriptions complémentaires à la société MACHAON**  
**sise sur la commune de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;  
**Vu** le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement, le 4 avril 2024, pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-A-101-IC du 1<sup>er</sup> juillet 2016 portant autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées la société MACHAON à Châlons-en-Champagne ;  
**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2020-A-27-IC du 7 février 2020 et n°2022-APC-134-IC du 25 juillet 2022 ;  
**Vu** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** les résultats des campagnes de mesures réalisées en application de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé ;  
**Vu** le rapport de constats de la visite d'inspection du 29 avril 2025, communiqué à l'exploitant ;  
**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 12 mai 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;  
**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 mai 2025.

**Considérant** que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement, le 4 avril 2024, vise à limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

**Considérant** que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

**Considérant** que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en date du 30 janvier 2024, du 27 février 2024, du 26 mars 2024 et du 19 novembre 2024, révèlent la présence à des niveaux quantifiables des substances suivantes : PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFDA, PFBS, Fluorotéломère sulfonate, PFOSAA et FTS, dans les rejets aqueux de la société MACHAON ;

**Considérant** dès lors, qu'il convient d'identifier l'origine de ces substances et d'en limiter les impacts sur l'environnement et la santé humaine ;

**Considérant** que la société MACHAON a soumis un plan d'action visant à supprimer les PFAS de ses procédés de production et à assainir son site.

**Après** communication du projet à l'exploitant.

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société MACHAON, dont le siège social se situe à Châlons-en-Champagne, est tenue de se conformer, dans les délais précisés aux dispositions définies dans les articles suivants, visant à investiguer l'origine des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'établissement, d'en réduire les flux journaliers et d'en assurer une surveillance appropriée aux enjeux sanitaires et environnementaux associés.

### **Article 2 : Adoption du plan d'action proposé par l'exploitant**

Le plan d'action présenté par courrier du 23 mai 2025 par la société MACHAON visant à investiguer l'origine des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'établissement, d'en réduire les flux journaliers et d'en assurer une surveillance appropriée aux enjeux sanitaires et environnementaux associés est adopté.

Ce plan d'action inclut :

- sous un délai d'un mois :
  - la recherche des substances de contamination :  
L'exploitant identifie les sources de contamination et les procédés industriels responsables de l'utilisation des PFAS (matières entrantes, produits utilisés et process) ;
  - la mise en place de solutions techniques permettant d'éliminer l'utilisation des PFAS dans les processus de fabrication, notamment via des mesures d'optimisation du tri optique des déchets entrants ;
- sous un délai de trois mois :
  - la réalisation d'une seconde campagne de surveillance des niveaux de PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement, sur trois mois consécutifs et après la mise en place des solutions techniques afin d'en vérifier l'efficacité.

### **Article 3 : Étude technico-économique**

En cas de nouvelles analyses révélant la présence de PFAS dans les rejets aqueux, l'exploitant réalise une étude technico-économique relative à la suppression ou la réduction des émissions de PFAS. L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- l'analyse des possibilités de substitution des PFAS utilisés sur le site dès lors qu'ils génèrent des rejets aqueux chargés en PFAS au-delà du seuil de détection de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible ;

- une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- une étude pour le remplacement des installations responsables de l'émission de substances PFAS ;
- une présentation des coûts de mise en œuvre des mesures, de la gestion des déchets produits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

L'étude technico-économique est transmise à l'inspection des installations classées sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 4 : Gestion des déchets générés**

Les déchets générés par les investigations et traitements (eaux, boues, sols, charbons actifs par exemple) mis en œuvre en application du présent arrêté sont traités dans des conditions répondant aux obligations de prévention des pollutions, et en particulier, tout déchet liquide ou solide présentant une concentration en somme des PFAS ou AOF supérieure à 1 ppm (1 mg/l ou 1 mg/kg) sera dirigé vers une filière adaptée aux déchets dangereux.

#### **Article 5 : Sanctions**

À défaut de satisfaire dans les délais prescrits aux conditions du présent arrêté, et sans préjudice des dispositions pénales en la matière, l'exploitant s'expose aux sanctions administratives de l'article L.171-8 II du Code de l'environnement.

#### **Article 6 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### **Article 7 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

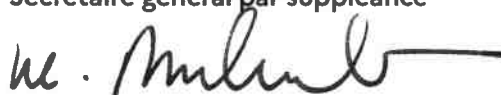
Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société MACHAON, située 3 avenue du 106<sup>e</sup> RI – 51000 Châlons-en-Champagne.

Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 22 juillet 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur cabinet,  
Secrétaire général par suppléance



Thomas MONTBABUT